



Secteur des activités Postales et de Télécommunications

Le 29 janvier 2009

faisons entendre nos revendications

Nous connaissons la plus grande crise du système capitaliste que l'on ait connue depuis près d'un siècle. Des milliards d'Euros se sont évanouis en quelques mois.

Les États ont mobilisé en un rien de temps, des centaines de milliards de dollars et d'euros de fonds publics pour tenter de juguler cette crise, alors qu'il y a peu le gouvernement déclarait « les caisses sont vides ».

Ces quinze dernières années le coût horaire du travail a augmenté en moyenne de 1,7% par an, tandis que la productivité du travail, elle, augmentait de 2,1%. Ce décalage est à l'origine de la déformation du partage de la valeur ajoutée au détriment des travailleurs.

L'inflation déjà élevée 3,3 % pèse plus lourd sur les budgets : le carburant, le logement, les transports, l'énergie, les produits alimentaires qui constituent l'un des principaux postes de dépenses des ménages augmentent plus vite que l'inflation moyenne.



Cette crise capitaliste découle notamment de la logique de financiarisation des entreprises, où l'on privilégie la spéculation sur les marchés boursiers au détriment de l'emploi, des salaires et pensions et de l'investissement.

Tout est question de choix !

L'urgence est à une autre répartition des richesses !

Les salariés et retraités ne sont pas responsables de la crise et ce n'est pas avec de nouveaux sacrifices, que l'on pourra en sortir

L'heure n'est pas à taire les revendications, l'heure est à les faire entendre.

Pour sortir de la crise financière, il est urgent d'investir dans l'emploi qualifié et bien rémunéré.

Augmenter les salaires et pensions, c'est bon pour la consommation, c'est bon pour l'emploi, c'est bon pour l'économie.

Dans les entreprises du secteur des activités postales et de télécommunications comme ailleurs, les négociations annuelles obligatoires s'engagent ou vont s'engager pour 2009. C'est déjà le cas à SFR, à la Banque Postale et à Webcan.

Partout, exigeons l'ouverture dès janvier des négociations salariales.

Ces négociations doivent avoir lieu sur la base des revendications des salariés et retraités pour rattraper le pouvoir d'achat perdu ces dernières décennies mais aussi répondre aux besoins et réduire les inégalités.

La CGT propose dans chaque entreprise, chaque service d'exprimer sans attendre les revendications par le biais de motions, de pétitions ou par toute autre initiative.

La CGT Propose :

- Une revalorisation générale des salaires et pensions de toutes et de tous à un niveau qui permette à la fois de rattraper le pouvoir d'achat perdu et d'y apporter une amélioration à la hauteur des besoins; La revalorisation des primes, indemnités et des budgets sociaux,
- De nouvelles grilles de salaire, mensualisées, basées sur une progression régulière et garantie, la reconnaissance des qualifications et des diplômes avec pour base le SMIC à 1600€,
- Le montant des pensions ne peut être inférieur au SMIC.
- Des mesures de rattrapage salarial pour tous les cadres dont le salaire est inférieur au plafond de la Sécurité sociale (2773 euros bruts/mois),
- Le 13^{ème} mois minimum,
- Toute promotion doit se traduire par une augmentation réelle de salaire,
- Tout acte de formation doit être reconnu,
- Une prise en compte de l'évolution des métiers dans les qualifications,
- Des mesures financières immédiates pour une réelle égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- La progression des seuils de minima tous les 2 ans sur 20 ans et la garantie d'un doublement du salaire en 20 ans, hors inflation et promotion
- La participation de l'employeur au financement de la santé prévoyance
- La participation de l'employeur aux frais de transports

Historique : L'ensemble des organisations appellent à une grande journée interprofessionnelle d'actions, de grèves et de manifestations le 29 janvier 2009

Elles se prononcent pour :

- Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique
- Exiger des politiques salariales pour améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités
- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat.
- Préserver et améliorer les garanties collectives
- Réglementer la sphère financière internationale

Lire le communiqué commun sur www.cgt-fapt.fr

Toutes et tous dans l'action le 29 janvier 2009

**Dans toutes les entreprises l'action s'impose pour exiger
la réponse aux revendications.**

Rassembler et mobiliser pour contester, proposer, négocier, c'est la démarche que porte la CGT.

En 2008, la CGT a progressé dans toutes les élections nationales, cela s'est traduit par une audience accrue aux élections prud'homales. À travers ce vote, les salarié(e)s ont dit : « Nous ne sommes pas responsables de la crise, nous ne devons pas en être les victimes ».

Alors, vous qui votez CGT, vous qui vous sentez proche du premier syndicat du pays, ne restez pas isolés, syndiquez-vous !

En vous syndiquant, en construisant le syndicat dans votre entreprise, vous participez à la force collective nécessaire pour imposer la prise en compte des revendications sociales. C'est le moyen de sortir de la crise.

Bulletin de contact et de syndicalisation CGT

NOM : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Facultatif : ☎ (perso.) ☎ (profs.)

Grade/ Classification : Métier :

Entreprise (nom et adresse) :

Cachet

du

Syndicat

Montreuil, le 9 janvier 2009

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 014818 54 00 - Fax : 0148 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D

<http://www.cgt-fapt.fr> | e-mail : fede@cgt-fapt.fr